

que l'hon. député pour Hochelaga nous traiterait peut-être nous-mêmes s'il était au pouvoir. Nous n'avons pas eu besoin des hon. députés pour Hochelaga et Lotbinière pour protéger les minorités dans la conférence ; nous avons été les premiers à réclamer justice pour les catholiques du Haut-Canada et les protestants du Bas-Canada, parce que nous avons voulu faire une œuvre solide et non pas bâtir sur le sable un édifice qui s'écroulerait dès le lendemain. Les Anglais du Bas-Canada ne s'émouvront pas aux appels des hon. députés, car ils savent que lorsqu'ils auront droit à quelque chose, ils l'obtiendront sans difficulté et de bon cœur. Bien que je regrette, M. le PRÉSIDENT, de retenir cette hon. chambre à une heure aussi avancée de la nuit, néanmoins, la question est d'une si haute importance que je ne pense pas que cette chambre me reprochera de lui avoir fait connaître mes vues à ce sujet. On me permettra donc de réfuter une nouvelle assertion de l'hon. député d'Hochelaga. Cet hon. membre, qui a trouvé à redire à tout dans le plan de confédération qui nous est soumis, a cru apporter dans le débat un argument irrésistible en disant que la répartition de la dette était onéreuse pour le Bas-Canada. Il a ajouté, pour donner plus de force à cet argument, que le Bas-Canada était entré dans l'union avec une dette de quatre cent mille piastres, et qu'il en sortait avec trente millions à sa charge, n'ayant dépensé dans l'intervalle que douze millions de piastres pour les travaux publics exécutés dans ses limites. Cet argument est très spécieux. Si notre dette était de quatre cent mille piastres et qu'aujourd'hui elle soit de trente millions, l'hon. député devrait admettre que les circonstances aussi ont bien changé. Au temps de l'Union, notre population ne comptait que 630,000 habitants, et aujourd'hui elle est de 1,250,000. L'hon. membre ne devrait pas non plus oublier que lors de l'Union notre territoire ne produisait que vingt-et-un millions de moins de grains, tandis qu'aujourd'hui il en produit plus de cinquante millions ; lors de l'Union, nous n'avions que 1,298 écoles et aujourd'hui nous en comptons 3,600 ; à l'Union, ces écoles n'étaient fréquentées que par 39,000 enfants, tandis qu'aujourd'hui elles le sont par 200,000 élèves ; à l'Union, les exportations aux ports de Québec et de Montréal s'élevaient à neuf millions de piastres, aujourd'hui elles s'élèvent à plus de dix-huit millions ; à l'Union, le nombre des vais-

seaux construits par année dans nos chantiers s'élevait à 48 seulement, aujourd'hui il est de 88 et le tonnage en a quadruplé. A l'Union, nous importions pour dix millions de piastres, aujourd'hui nous importons pour quarante-cinq millions ; à l'Union, nos importations et exportations s'élevaient à seize millions, tandis qu'aujourd'hui elles s'élèvent à l'énorme somme de quatre-vingt-sept millions ! Et c'est en présence de pareils chiffres que l'on vient nous dire que nous sortons de l'Union avec une dette de trente millions de piastres ! A l'Union, le revenu de l'impôt sur les billets de banque, qui indique l'étendue des affaires, était de deux mille deux cents piastres ; aujourd'hui il est de quinze mille quatre cents ; à l'Union, le nombre des vaisseaux marchands arrivant à Québec chaque année était de mille, aujourd'hui il est de seize cent soixante, et le nombre des vaisseaux qui visitent tous les ports Bas-Canadiens est de mille quatre cent soixante-et-trois ; à l'Union, le tonnage de ces vaisseaux était de deux cent quatre-vingt-quinze mille tonneaux aujourd'hui pour le port de Québec il est de huit cent sept mille, et un million quarante-un mille pour tout le Bas-Canada ; à l'Union, il nous arrivait vingt-cinq mille matelots par saison, aujourd'hui il nous en arrive trente-cinq mille. En 1839, le revenu du Bas-Canada était de cinq cent quatre-vingt-huit mille piastres ; en entrant dans la confédération, quoique nous n'ayons à payer aucune des dépenses pour affaires générales, il sera d'un million quatre cent quarante-six mille piastres, c'est-à-dire, qu'il aura sous la confédération un revenu trois fois aussi considérable qu'à l'époque de l'Union ; et au lieu d'avoir, comme à cette époque-là, un excédant de dépenses d'environ quatre-vingt mille piastres sur le revenu, les dépenses totales du Bas-Canada seront, sous la confédération, d'environ douze cent mille piastres, laissant un surplus de plus de deux cent mille piastres ! Si donc notre dette s'est accrue, nous avons par contre progressé d'une manière prodigieuse, et nous avons reçu valeur pour notre argent. Il ne faut pas oublier non plus que, lors de l'Union du Haut et du Bas-Canada, ce pays était sans chemins de fer aucuns ; aujourd'hui, il est sillonné d'une de ses extrémités à l'autre par l'une des plus belles voies ferrées qu'il y ait sur ce continent, et avant peu, espérons-le dans l'intérêt de notre commerce et de notre sécurité, ce lien de fer reliera l'extrême Ouest à l'océan Atlantique. (Écoutez ! écoutez !)